

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 28/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de Communes du Canton de Semur en Brionnais

"En Bortan"

71110 Saint-Julien-de-Jonzy

Références : LW/NM/2022/M_187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement Communauté de Communes du Canton de Semur en Brionnais implanté "En Bortan" 71110 Saint-Julien-de-Jonzy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le risque d'incendie. L'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la Dreal Bourgogne-Franche-Comté a déployé cette action, du 30 mai au 30 juin 2022, spécifiquement sur la maîtrise du risque d'incendie à la source.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de Communes du Canton de Semur en Brionnais
- "En Bortan" 71110 Saint-Julien-de-Jonzy
- Code AIOT dans GUN : 0005425594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La communauté de communes du canton de Semur en Brionnais exploite sur le territoire de la commune de Saint-Julien-de-Jonzy une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ce déchet.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2014 n° 2014191-0020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan des installations et des zones à risques ;
- conditions de stockage ;
- moyens de détection d'incendie ;
- moyens de défense interne contre l'incendie.

Ces thèmes sont détaillés au travers de fiches de constats seulement lorsque les contrôles par sondages des installations ont mis en évidence des non-conformités aux dispositions applicables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks des végétaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 8.2.3	/	Sans objet
Système de détection	Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 7.2.4	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 7.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- **3 non-conformités** ont été constatées sur les thèmes suivants :
 - l'absence d'état des quantités de certaines matières stockées ;
 - l'absence de suivi en service d'un dispositif de détection d'incendie ;
 - l'absence de suivi périodique des installations électriques ;
- 1 demande de compléments est formulée concernant la pertinence du dimensionnement d'un détecteur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des stocks des végétaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des quantités : - de déchets verts broyés et non broyés présents sur le site ; - des déchets verts broyés par jour ; - des broyas expédiés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations a relevé une non-conformité en constatant l'absence d'un état des quantités de déchets verts présents sur le site et ce, contrairement aux dispositions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2014.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le local de stockage des déchets de produits dangereux est équipé d'un détecteur avertisseur autonome de fumée non connecté à une centrale d'incendie. L'inspection des installations classées a relevé une non-conformité en constatant l'absence de maintenance et de vérifications périodiques du dispositif de détection incendie présent dans le local de stockage des déchets de produits dangereux, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2014. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en démontrant la pertinence du dimensionnement du détecteur de fumée du local de stockage des déchets de produits dangereux, plus particulièrement en matière de transmission de l'alerte en dehors des horaires d'ouvertures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Référentiel en vigueur: articles R. 4226-14 à R. 4226-20 du code du travail [...] L'employeur procède ou fait procéder, périodiquement, à la vérification des installations électriques afin de s'assurer qu'elles sont maintenues en conformité avec les règles de santé et de sécurité qui leur sont applicables. Les modalités et, le cas échéant, la périodicité des vérifications prévues aux articles R4226-14, 16 et 21 ainsi que le contenu des rapports de vérification correspondants sont fixés par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture. [...]
Constats : L'inspection des installations a relevé une non-conformité en constatant que l'exploitant ne procède pas ou ne fait pas procéder, périodiquement, à la vérification des installations électriques afin de s'assurer qu'elles sont maintenues en conformité avec les règles de santé et de sécurité qui leur sont applicables, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2014.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet